

DECISION DU PRESIDENT N°05.26

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon,

VU l'arrêté préfectoral n°69-2025-07-29-00010 du 29 juillet 2025 relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon ;

VU la délibération N° 2020-62-5.4 du 8 juin 2020 portant délégation de pouvoir du conseil communautaire vers le bureau communautaire et le Président de la CCPO en vertu des articles L. 5211-10 et L 2122-23 du CGCT,

Considérant que la CCPO est compétente en matière de gestion de la voirie d'intérêt communautaire,

Considérant que la CCPO a pour projet la création d'un aménagement cyclable Rue Neuve à Ternay,

Considérant que les travaux doivent commencer avant la signature de l'acte de vente,

Considérant que les parties conviennent de permettre par voie de convention, la réalisation des travaux avant la signature de l'acte,

Considérant que les propriétaires autorisent expressément la CCPO à occuper temporairement l'assiette immobilière en cours d'acquisition à compter du 1^{er} avril 2026, sans dédommagement, afin d'effectuer les travaux susvisés qui deviendront définitifs,

DECIDE

Article 1 : D'ACCEPTER les termes de la convention de travaux concernant les parcelles cadastrées, commune de Ternay, section AK n°283p1, n°283p2, n°286p et n°287, sises Rue Neuve, annexée à la présente décision.

Article 2 : DE SIGNER ladite convention.

Article 3 : DE DIRE qu'en application des articles R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, les personnes qui s'estiment fondées à contester le présent acte administratif, disposent, pour en demander l'annulation, d'un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification ou de publication :

- soit par recours gracieux auprès de Monsieur le Président
- soit par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, situé 184 rue Duguesclin à LYON (69003)

L'absence d'une réponse au recours gracieux dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date du dépôt du recours, vaut décision implicite de rejet.

Ces délais de recours ne font pas obstacle à l'exécution de l'acte.

Article 4 : AMPLIATION de la présente décision sera transmise à :

- La Préfecture de Lyon
- Aux Consorts BONNARD

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte à la prochaine séance du Conseil Communautaire.

**St Symphorien d'Ozon,
Le 19 janvier 2026
Pierre BALLELIO,
Président de la Communauté
de Communes du Pays de l'Ozon**

Mise en ligne le.....21 JAN. 2026
Certifiée exécutoire le.....21 JAN. 2026



Accusé de réception en préfecture
069-246900765-20260119-2026-05-AU
Date de réception préfecture : 21/01/2026